



LE DÉFI

Après des décennies de baisse de la production vivrière par habitant, les perspectives d'avenir pour l'Afrique et l'agriculture africaine suscitent un nouvel optimisme. La croissance agricole et économique dans son ensemble a dépassé la croissance démographique dans de nombreux pays, les conflits armés se font plus rares, les institutions régionales et sous-régionales sont renforcées et le développement de l'environnement des entreprises a bien progressé. Tous les acteurs s'accordent à reconnaître que l'agriculture africaine présente un énorme potentiel de croissance grâce à l'abondance de ses ressources naturelles, à savoir la terre et l'eau.

L'agriculture en Afrique subsaharienne a su tirer parti d'un meilleur environnement macroéconomique et d'avantages tarifaires, obtenus entre autres grâce à une « imposition » réduite de l'agriculture et à des prix plus élevés sur le marché mondial. Le taux négatif de protection pour l'Afrique dans son ensemble s'est amélioré, passant de moins 20 pour cent en 1975-79 à moins

10 pour cent dans les cinq premières années de la décennie actuelle pour devenir presque nul en 2005. Les perspectives positives qui s'offrent à l'agriculture africaine ne prendront pas forme sans une action politique concertée et déterminée et des investissements massifs, si la croissance agricole doit être durable et se traduire par une réduction considérable de la malnutrition et de la pauvreté.

De nombreux problèmes doivent être surmontés, y compris le fossé technologique croissant, l'insuffisance des infrastructures, la réduction des capacités techniques, la faiblesse des systèmes de commercialisation des intrants et des extrants, la lente progression de l'intégration régionale, le manque de gouvernance et une faiblesse institutionnelle dans certains pays, les conflits et les répercussions importantes et la fréquence du VIH-SIDA et d'autres maladies.

Accroître les capacités permettant de développer et d'appliquer des technologies et des politiques agricoles plus pointues, améliorer l'accès des agriculteurs à l'eau et aux intrants modernes (semences de

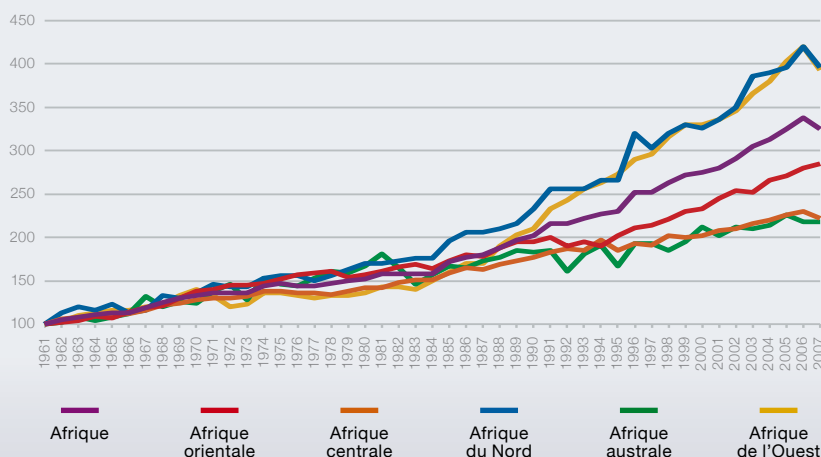
haute qualité, engrais, etc.), construire des infrastructures rurales (routes, stockage, etc.), établir un lien entre les petits exploitants et les marchés et les aider à s'adapter aux nouvelles conditions et à devenir plus productifs, accroître les possibilités d'emploi rural, réduire les risques et la vulnérabilité, surtout aux épisodes climatiques extrêmes et à la fluctuation des prix, et améliorer l'accès aux ressources et aux compétences seront les mesures à prendre en priorité pour s'assurer que la croissance agricole et rurale aille de pair avec la réduction de la pauvreté. A cette fin, des investissements, tant publics que privés, seront nécessaires.

LES PROBLÉMATIQUES

RESSOURCES NATURELLES

Les ressources en eau naturelle sont certes abondantes à l'échelle du continent, mais cette abondance n'est pas uniformément répartie et jusqu'à présent, l'Afrique n'a pas pu intensifier sa production agricole au moyen de l'irrigation et d'une meilleure gestion de l'eau (récupération et stockage de l'eau). Moins de 4 pour cent des ressources en eau de l'Afrique subsaharienne sont mobilisées et moins d'un quart de l'ensemble des terres pouvant servir à l'agriculture irriguée est utilisé. L'agroécologie de la savane humide dispose d'un énorme potentiel pour améliorer la production végétale et animale si elle est correctement gérée, selon les enseignements tirés d'autres régions, comme les innovations qui ont permis d'augmenter sensiblement la production dans le Cerrado au Brésil. La FAO a estimé que les terres supplémentaires qui pourraient être cultivées couvrent plus de 700 millions d'hectares. Mais

Indice de production agricole (1960=100)



Source: FAOStat

parallèlement, force est de constater que pour exploiter de nouvelles terres agricoles, des investissements énormes dans les infrastructures et la technologie ainsi que des garanties appropriées seront nécessaires pour éviter d'éventuels impacts négatifs sur l'environnement.

TECHNOLOGIE

L'augmentation de la productivité agricole en Afrique dépend en grande partie de la variété des environnements agroécologiques et des systèmes d'exploitation et du nombre important d'aliments de base que produit l'agriculture. Les gains de rendement associés à des variétés à haut rendement ont été beaucoup plus faibles en Afrique subsaharienne que dans les autres régions, en raison notamment des insuffisances des marchés des intrants et des extrants, des services

de vulgarisation et des infrastructures. L'agriculture de conservation pourrait constituer une option complémentaire viable compte tenu du climat, des infrastructures et de la situation en matière d'équipements et de main-d'œuvre dans certaines régions d'Afrique. Il existe aussi des solutions pour supprimer les grands écarts de performances dans la production agricole par l'application à différents niveaux de systèmes avancés dans la génétique, les techniques d'alimentation, le contrôle de la santé animale et la sélection des animaux et les technologies de production et de traitement des produits. Leur application a été jusqu'à présent limitée par la faiblesse des institutions en aval et en amont. Avec des technologies appropriées et adaptées aux conditions locales, la région dispose donc d'un fort potentiel dans les secteurs des pêcheries et de la production aquacole.

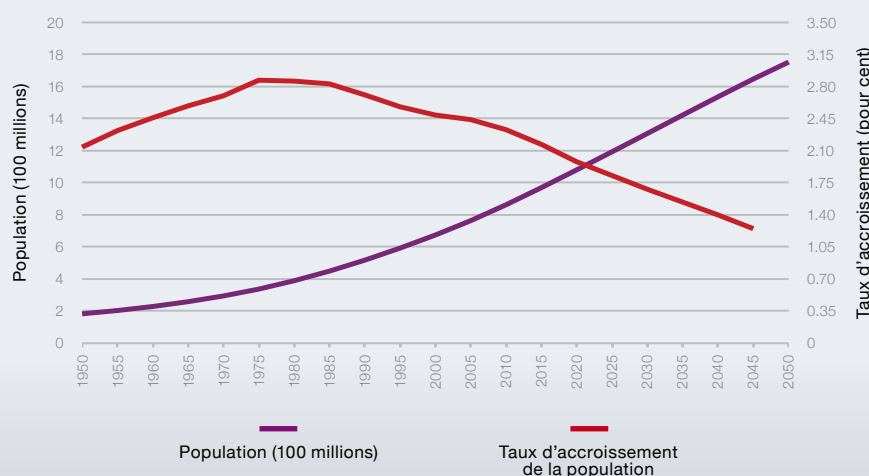
PERSPECTIVES POUR LES PETITS EXPLOITANTS

La petite agriculture est la principale forme d'organisation agricole en Afrique. Par conséquent, le développement agricole (surtout celui des aliments de base) et la réduction de la faim et de la pauvreté seront étroitement liés à la croissance de la petite agriculture. Les systèmes alimentaires ont cependant tendance à devenir des chaînes mondialement intégrées, davantage axées sur la connaissance et à forte intensité de capital. Un capital moins cher, l'introduction de nouvelles technologies et de plus grandes possibilités d'emploi en dehors de l'exploitation contribuent à modifier la taille optimale des exploitations au bénéfice des plus grandes. Il pourrait en résulter à terme une augmentation de la taille moyenne des exploitations, un remembrement agricole, une plus grande commercialisation de l'agriculture et une migration, peut-être forcée, en dehors du secteur. Dans ce processus, les petits exploitants subiront une pression pour s'adapter. Il est donc urgent de mettre au point des programmes, des plans et des politiques adaptés aux conditions locales pour renforcer la capacité des petits exploitants à stimuler leur productivité et à devenir plus compétitifs, afin qu'ils aient accès à des secteurs dynamiques pour les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Les investissements en faveur des petits producteurs doivent être accrus.

ÉTABLISSEMENT D'UN LIEN ENTRE L'AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE

Il est impératif de réduire le fossé nutritionnel en Afrique subsaharienne, où

Estimations de la population pour l'Afrique subsaharienne: 1950-2050



Source: UN



QUELQUES FAITS ESSENTIELS

- Pour le continent dans son ensemble, la croissance économique se situait bien au-delà de 5 pour cent jusqu'en 2008 et dépassait 5,5 pour cent pour l'Afrique sub-saharienne. Depuis 2000, une grande partie de cette croissance était tirée par les exportations de produits de base. En Afrique sub-saharienne, la croissance de l'agriculture a dépassé 3,5 pour cent, soit une progression beaucoup plus rapide que la croissance démographique actuelle, qui est de 2 pour cent par an.
- Néanmoins, 212 millions de personnes ont souffert de faim et de malnutrition chroniques en 2004-06 en Afrique sub-saharienne, ce qui représentait environ 30 pour cent de la population totale. D'après les estimations, ce chiffre a augmenté pour atteindre les 265 millions en 2009 sous l'effet des prix alimentaires élevés et de la crise économique.

Quelque 38 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique.

- La population de l'Afrique subsaharienne devrait atteindre entre 1,5 et 2 milliards de personnes en 2050, contre 770 millions en 2005. En dépit d'un exode rural rapide, il est également probable que le chiffre total de la population rurale continuera de progresser.
- Les rendements céréaliers ont peu augmenté et se situent toujours autour de 1,2 tonne par hectare dans la région, contre une moyenne d'environ 3 tonnes par ha dans l'ensemble des pays en développement.
- L'utilisation d'engrais n'était que de 5 kg par hectare en Afrique subsaharienne en 2007, contre 62 kg au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 127 kg en Asie du Sud et 152 kg en Amérique du Sud.
- En Afrique subsaharienne, seulement 4 pour cent des terres arables sont irriguées, contre environ 20 pour cent dans le monde et 38 pour cent en Asie.

la différence entre les apports effectifs et les apports optimaux est la plus grande et où l'incidence de la sous-alimentation est la plus importante. L'amélioration de la sécurité alimentaire doit aller de pair avec l'amélioration de la sécurité nutritionnelle qui concerne l'élément « qualité » de la production, de la consommation et des besoins physiologiques alimentaires. Pour réduire le fossé nutritionnel, il est nécessaire d'investir dans la recherche pour améliorer la teneur en macronutriments et en micronutriments des cultures et dans les services de vulgarisation pour parfaire la connaissance des plantes pouvant être utilisées pour accroître la diversité des cultures et la diversité de l'alimentation individuelle.

FAIBLESSE DE LA CAPITALISATION ET DES INVESTISSEMENTS

En Afrique subsaharienne, l'agriculture est extrêmement sous-capitalisée. Cette situation s'explique par l'insuffisance des investissements et par l'accroissement rapide de la population rurale dans la région. L'insuffisance des investissements dans le développement de la chaîne de valeur de la production agricole et dans les services de soutien peut avoir un impact hautement préjudiciable sur la sécurité alimentaire de la majorité des personnes souffrant de la pauvreté et de la faim, qui vivent dans des zones rurales et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour gagner leur vie. Aujourd'hui, il est absolument nécessaire d'investir à grande échelle dans les biens publics en faveur de l'agriculture, notamment la recherche et la vulgarisation, les routes rurales, les

Tableau 2: Avantages des petites et grandes exploitations en matière de coûts de transaction		
	Petites exploitations	Grandes exploitations
Supervision, motivation, etc. de la main-d'œuvre non qualifiée	X	
Connaissances locales	X	
Achats de produits alimentaires et risques (subsistance)	X	
Main d'œuvre qualifiée		X
Connaissance du marché		X
Connaissances techniques		X
Achat d'intrants		X
Finance et capital		X
Terre		X
Marchés des produits		X
Traçabilité et assurance qualité du produit		X
Gestion du risque		X

Source: Poulton et al. 2005

grands projets d'alimentation en eau, l'enseignement et les soins de santé. Un climat d'investissement favorable exige des institutions qui fonctionnent bien et accordent et protègent efficacement les droits de propriété, favorisent le commerce, réduisent les risques et facilitent l'action collective.

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS

Parmi les pays les moins avancés d'Afrique, nombreux sont ceux qui sont devenus de plus en plus dépendants des importations de denrées alimentaires au cours de ces dernières décennies. Cette dépendance n'est pas nécessairement un problème grave en soi, dès lors que d'autres secteurs d'exportation peuvent être développés pour générer des revenus et payer ces importations et que la disponibilité et

la stabilité des produits alimentaires de base sur les marchés internationaux sont garanties. Dans ces pays, les consommateurs ont pu bénéficier des prix bas des denrées alimentaires importées, résultant entre autres des subventions agricoles dans les pays riches, mais la récente flambée des prix a démontré la précarité de cette situation, tout en soulignant les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs (en particulier les petits exploitants) lorsqu'ils tentent d'accroître leur production en réponse à des prix plus élevés. Cela montre les limites qui existent du côté de l'offre dans ces pays. La solution structurelle pour que l'Afrique subsaharienne puisse atteindre la sécurité alimentaire consiste pour elle à accroître sa production et sa productivité agricoles, en particulier celles des petits agriculteurs et des ménages ruraux.

- Environ 65 pour cent des terresensemencées en Afrique sub-saharienne sont préparées à la main, 25 pour cent à l'aide d'animaux de trait et moins de 10 par cent par tracteur. Les prévisions jusqu'en 2050 montrent que le recours aux tracteurs sera inférieur de quelque 50 pour cent à toutes les autres régions.
- Des pertes après récolte élevées caractérisent la production agricole africaine; elles peuvent atteindre 15 pour cent pour les céréales, les légumes secs et les graines oléagineuses, 30 pour cent pour les racines et les tubercules et 40 pour cent pour certains fruits et légumes. Pour les céréales, les pertes représentent environ 17 millions de tonnes chaque année.
- L'introduction de systèmes avancés dans les domaines de la génétique, de l'alimentation du bétail, du contrôle de la santé animale et d'autres technologies de production a stimulé la productivité du cheptel, en

- particulier dans les sous-secteurs en croissance rapide constitués par la fourniture de volaille, de viande porcine et de produits laitiers aux centres urbains, et sur certains hauts plateaux tempérés. Cependant la productivité du cheptel reste faible dans l'ensemble.
- En Afrique sub-saharienne, les forêts sont essentielles à la subsistance de millions de personnes dont les moyens d'existence quotidiens dépendent de leurs services et elles représentent des puits de carbone et des zones de biodiversité d'un intérêt vital. L'Afrique compte actuellement 16 pour cent de la superficie forestière globale et produit environ 19 pour cent du bois rond mondial (2006). Le bois de chauffage représente environ 90 pour cent de la production de bois rond. La valeur ajoutée que l'Afrique tire du secteur forestier s'élève à 14 milliards USD.
 - L'Afrique sub-saharienne ne contribue actuellement, avec 0,6 million de tonnes, que pour 1,2 pour cent à la production aquacole mondiale.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique devrait avoir une incidence négative sur l'agriculture, la foresterie et la pêche dans la plupart des régions d'Afrique, notamment sous l'action de phénomènes climatiques extrêmes comme les inondations et les sécheresses, qui deviendront plus fréquents, mais il ouvrira également de nouvelles perspectives dans certaines régions où les précipitations et d'autres paramètres climatiques pourraient s'améliorer. D'autres perspectives résultent de la possibilité de négocier et de compenser les émissions de carbone. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les rendements des cultures irriguées en Afrique subsaharienne pourraient avoir chuté de 50 pour cent en 2020. Le changement climatique devrait être placé au cœur des programmes d'agriculture générale et d'atténuation des risques et les capacités de développement de la technologie agricole devraient être renforcées. En particulier, il est essentiel de mettre au point des variétés de cultures et des races d'élevage qui soient adaptées aux nouvelles conditions climatiques et de promouvoir des innovations qui accroissent les matières organiques des sols et les couvrent afin d'améliorer la résistance aux inondations et aux sécheresses.

VIH – SIDA

L'Afrique, incapable de se développer aussi rapidement que le reste du monde en développement, a laissé à ses habitants un héritage de pauvreté et de faim. Cette faible croissance a non seulement amoindri les ressources intérieures disponibles pour investir dans les infrastructures, le développement agricole, la santé, l'enseignement et la nutrition, mais elle a également aggravé l'épidémie de VIH-SIDA, qui entraîne un cercle vicieux de pauvreté et de maladie. Dans les zones rurales, le VIH-SIDA a réduit la main-d'œuvre agricole et retardé encore plus la production. En

outre, la transmission intergénérationnelle du savoir a été interrompue dans de nombreuses communautés rurales en raison du décès prématuré de petits exploitants qui sont morts avant d'avoir pu transmettre à leurs enfants des compétences agricoles importantes.

RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Les institutions d'État dédiées à l'agriculture en Afrique sont particulièrement faibles dans les pays les plus pauvres. Des institutions sont nécessaires pour soutenir les agriculteurs et renforcer le fonctionnement des marchés nationaux et régionaux (intrants, extrants, réglementation, gestion du risque, information, cadre pour les organisations et les coopératives) et d'autres pour gérer les risques climatiques et autres. La stabilité politique et la paix doivent toujours faire partie des préoccupations.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES SUSCITÉES PAR LE FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU « COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (ROME, 12-13 OCTOBRE 2009)

- ▶ En Afrique subsaharienne, les efforts de développement devraient accorder la priorité principale à l'agriculture, étant donné sa forte contribution au PIB, à l'emploi, à la formation de revenus et aux recettes d'exportation. Les zones rurales, où vit la majorité des pauvres et des personnes touchées par l'insécurité alimentaire, doivent bénéficier d'une attention spéciale.
- ▶ Le Programme global de développement agricole pour l'Afrique (CAADP) est devenu un centre de production de stratégies et de plans destinés à stimuler l'agriculture. Le CAADP change la manière de planifier et de financer le développement de l'agriculture. Dirigé par des gouvernements africains et l'Union africaine, il réunit différentes parties prenantes. Le CAADP reconnaît la complexité de l'agriculture et par

conséquent l'existence de multiples points d'entrée pour favoriser la croissance du secteur. De grands efforts sont faits pour transcrire cette vision en programmes et projets nationaux.

- ▶ Actuellement, il est urgent de travailler avec les petits exploitants pour améliorer leur accès aux marchés, à leurs intrants comme à leurs extrants, et au crédit, pour accroître leur productivité et leurs revenus. Néanmoins, en raison de l'industrialisation et de la mondialisation de l'agriculture, à l'avenir, le nombre des petits agriculteurs à temps plein pourrait diminuer et les terres pourraient être de plus en plus cultivées dans le cadre de grandes exploitations.
- ▶ L'Afrique dispose d'écosystèmes plus variés et par conséquent d'un plus large éventail de systèmes d'exploitation que d'autres régions. Une révolution verte ne serait donc pas la même en Afrique que celle qui est intervenue en Asie.
- ▶ Du fait de la variété des environnements sur le continent africain, il peut être nécessaire de procéder à des investissements dans la recherche proportionnellement plus importants. Les États doivent consacrer davantage de fonds à la recherche afin que l'effort de recherche soit suffisant et que les pays et les régions puissent s'approprier les programmes relevant de ce domaine.
- ▶ Si on estime de plus en plus que l'Afrique doit s'appuyer sur ses propres ressources pour favoriser le développement de son agriculture – comme le firent les pays asiatiques il y a une génération – les inquiétudes sont vives quant aux termes des échanges entre l'Afrique et le reste du monde. Les subventions versées aux agriculteurs des pays de l'OCDE et les pratiques restrictives en matière d'échanges assombrissent toujours les perspectives des agriculteurs africains, sur leurs marchés nationaux et à l'exportation.

Pour toute information complémentaire:



Sommet mondial sur la
sécurité alimentaire
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secretaire@fao.org

